dALPS

EDITOR INVITADO

LA DÉCLARATION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'ANIMAL DU 17 FÉVRIER 2025

LA DECLARACIÓN EUROPEA DE LOS DERECHOS DE LOS ANIMALES DEL 17 DE FEBRERO DE 2025

THE EUROPEAN DECLARATION OF THE RIGHTS OF THE ANIMAL OF 17 FEBRUARY 2025

Jean-Pierre Marguénaud

Institut de Droit Européen des Droits de l'Homme, Montpellier (France)

ORCID ID: 0009-0001-6843-1312

Reçu : avril 2025

Accepté : mai 2025

RÉSUMÉ

Le 17 février 2025 — date marquant le dixième anniversaire de la reconnaissance des animaux comme des êtres vivants doués de sensibilité dans le Code civil français — a vu la proclamation d'une Déclaration européenne des droits de l'animal, élaborée par un collectif de neuf juristes universitaires français. Inspirée de la Convention européenne des droits de l'Homme, cette déclaration de quatorze articles ouvre un chemin original qui, au nom de la recherche de l'effectivité, permettrait de mieux assurer la protection des animaux en leur reconnaissant progressivement des droits. Le texte se veut un outil à la disposition des juges et législateurs, tout en assumant un laconisme stratégique pour éviter les entraves à l'interprétation. Rejetant les définitions scientifiques rigides, les rédacteurs font le pari d'une avancée progressive et pragmatique des droits des animaux, en misant sur la capacité du droit à intégrer, à terme, des protections effectives, plutôt que sur des proclamations symboliques dénuées d'impact.

MOTS CLÉS

Droits des animaux ; Droit animalier ; Déclaration européenne ; Effectivité du droit.

RESUMEN

El 17 de febrero de 2025, fecha que marca el décimo aniversario del reconocimiento de los animales como seres vivos dotados de sensibilidad en el Código Civil francés, se proclamó una Declaración Europea de los Derechos de los Animales, elaborada por un colectivo de nueve juristas universitarios franceses. Inspirada en la Convención Europea de Derechos Humanos, esta declaración de catorce artículos abre un camino original que, en aras de la eficacia, permitiría garantizar mejor la protección de los animales mediante el reconocimiento progresivo de sus derechos. El texto pretende ser una herramienta a disposición de jueces y legisladores, al tiempo que adopta un laconismo estratégico para evitar obstáculos a la interpretación. Rechaza acertadamente las definiciones científicas rígidas, pues los redactores apuestan por un avance progresivo y pragmático de los derechos de los animales, confiando en la capacidad del Derecho para integrar, a largo plazo, protecciones efectivas, en lugar de proclamaciones simbólicas sin impacto.

PALABRAS CLAVE

Derechos de los animales; Derecho animal; Declaración europea; Eficacia del derecho.

ABSTRACT

On 17 February 2025 — the tenth anniversary of the recognition of animals as beings endowed with sensibility in the French Civil Code — a European Declaration of the Rights of the Animal was proclaimed by a group of nine French university jurists. Inspired by the European Convention on Human Rights, this fourteen-article declaration opens up an original path which, in the name of the quest for effectiveness, would make it possible to better ensure the protection of animals by progressively recognising their rights. The text is intended as a tool for judges and legislators, while adopting a strategic laconism to avoid hindering interpretation. Rejecting rigid scientific definitions, the drafters are betting on a gradual and pragmatic advance in animal rights, relying on the capacity of the law to incorporate effective protection over time, rather than on symbolic proclamations devoid of impact.

KEYWORDS

Animal rights; Animal law; European Declaration; Effectiveness of the law.

LA DÉCLARATION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'ANIMAL DU 17 FÉVRIER 2025

LA DECLARACIÓN EUROPEA DE LOS DERECHOS DE LOS ANIMALES DEL 17 DE FEBRERO DE 2025

THE EUROPEAN DECLARATION OF THE RIGHTS OF THE ANIMAL OF 17 FEBRUARY 2025

Jean-Pierre Marguénaud

Sumario: I. LA GENÈSE DE LA DÉCLARATION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'ANIMAL.—II. LE CONTENU DE LA DÉCLARATION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'ANIMAL.—III. LES PERSPECTIVES D'ENTRAÎNEMENT PAR LA DÉCLARATION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'ANIMAL.

Le 17 février 2025, qui correspondait au 10ème anniversaire de l'entrée en vigueur de la loi du 16 février 2015 qui a ajouté un article au Code civil français pour affirmer que les animaux sont des êtres vivants doués de sensibilité, a été proclamée dans plusieurs villes de France, une Déclaration européenne des droits de l'animal publiquement dévoilée le 29 janvier à la Mairie de Strasbourg, qui est une des capitales européennes.

Ce texte a été rédigé entre le 17 août 2022 et le 21 octobre 2024 par un collectif de 9 universitaires, tous juristes et tous français, portés par la même passion de faire émerger et reconnaître le droit animalier en tant que discipline juridique autonome. Tous les membres de ce groupe ont en effet écrit pour la Revue semestrielle de droit animalier à laquelle la plupart d'entre eux collaborent depuis sa création en 2009. La cohésion de ce collectif forgée au fil des années dans un esprit d'ouverture et de tolérance était un atout majeur pour permettre de relever le défi de la rédaction de la Déclaration européenne des droits de l'animal en dépit des objections que l'on aurait pu adresser à sa composition.

Qu'il ne comprenne que des universitaires peut d'ailleurs passer pour une marque d'indépendance et de liberté vis-à-vis des ennemis puissamment organisés de la cause animale et un signe de neutralité face à ses amis si souvent divisés. Qu'il ne se rencontre pas parmi eux de philosophes ou de scientifiques n'est qu'un moindre mal dans la mesure où, par le relais de la Revue semestrielle de droit animalier qui est une revue pluri-disciplinaire, il n'a jamais été difficile de les trouver lorsqu'un doute sérieux surgissait. Quant à la nationalité uniforme des auteurs, l'effondrement de la Tour de Babel en est la cause principale.

C'est au coordonnateur de ce collectif de rédacteurs¹ de la Déclaration européenne des droits de l'animal que revient l'honneur de la présenter aux lecteurs de la Revue DALPS. Il le fera en évoquant successivement sa genèse (I), son contenu (II) et ses perspectives (III).

I. LA GENÈSE DE LA DÉCLARATION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'ANIMAL

L'idée de jeter les fondations d'une Déclaration européenne des droits de l'animal s'est imposée progressivement sous l'influence entrecroisée de plusieurs facteurs qui ne peuvent pas tous être identifiés. Deux, cependant, semblent se détacher.

Le premier résulte de plusieurs échanges avec le député européen Younous Omarjee et son assistant parlementaire Loan Ego qui étaient en quête d'avis et de conseils sur la pertinence du vaste projet de remplacer la Cour européenne des droits de l'homme par une Cour plus ambitieuse qui embrasserait non seulement les droits de l'homme appelés à devenir probablement les droits humains mais également les droits de la nature et les droits des animaux. L'avis avait été que la Cour européenne des droits de l'homme ayant dû surmonter tellement de difficultés pour se faire en 70 ans une place d'ailleurs farouchement contestée par beaucoup, il serait sans doute périlleux de la démolir pour reconstruire une nouvelle juridiction européenne à qui il faudrait sans doute plus d'un demi-siècle pour se faire accepter à son tour. Mieux valait et mieux vaut toujours conserver la Cour européenne des droits de l'homme connue de presque

¹ Comprenant également

Jacques LEROY, Professeur agrégé de Droit privé et de sciences criminelles. Professeur émérite de l'Université d'Orléans. Doyen honoraire de la Faculté de Droit, d'Économie et de gestion d'Orléans. Rédacteur en chef de la Revue semestrielle de droit animalier

Séverine NADAUD, Maître de conférences HDR en Droit public à l'Université de Limoges. Doyen de la Faculté de droit et des Sciences économiques de Limoges. Rédactrice en Chef adjointe de la Revue semestrielle de droit animalier

Muriel FALAISE, Maître de Conférences en Droit privé et sciences criminelles à l'Université Lyon III.

Olivier LE BOT, Professeur agrégé de Droit public à l'Université d'Aix-Marseille. Rédacteur en chef de la Revue semestrielle de droit animalier

Fabien MARCHADIER, Professeur agrégé de Droit privé et de sciences criminelles à l'Université de Poitiers. Rédacteur en chef adjoint de la Revue semestrielle de droit animalier

François-Xavier ROUX-DEMARE, Maître de conférences en Droit privé et sciences criminelles à l'Université de Brest. Doyen honoraire de la Faculté de Droit, Économie, Gestion et AES de Brest

Claire VIAL, Professeur agrégé de Droit Public à l'Université de Montpellier. Rédactrice en chef de la Revue semestrielle de droit animalier

Jérôme LEBORNE, Maître de Conférences en Droit privé et sciences criminelles à l'Université de Toulon

tous et se consacrer plutôt à la recherche des moyens qui pourraient lui permettre de rattacher à sa compétence le plus grand nombre possible de questions d'intérêt animalier.

L'idée que ce moyen pourrait être une Déclaration européenne des droits de l'animal s'est probablement instillée sous l'influence du second facteur. Il s'agit du Colloque organisé sous la Coupole de l'Institut de France le 22 octobre 2019 par la Fondation Droit Animal, Éthique et Sciences et son Président Louis Schweitzer sur le thème "Droits et personnalité juridique de l'animal". Or, ce prestigieux colloque évoquant les droits de l'animal dans le cadre le plus solennel qui se puisse choisir, a été éclairé par les communications magistrales de deux grands hommes qui ont combattu toute leur vie pour la promotion et la protection concrète et effective des droits de l'homme : Robert Badinter et Jean-Paul Costa.

Jean-Paul Costa, qui a été juge à la Cour européenne des droits de l'homme pendant 13 ans et qui l'a présidée du 19 janvier 2007 au 3 novembre 2011 a directement évoqué dans son intervention la question d'une Déclaration des droits de l'animal. Après avoir affirmé qu'une telle Déclaration pouvait, quoique dépourvue de force juridiquement contraignante, avoir de précieux effets d'entraînement et d'encadrement, il a conclu sans la moindre équivoque qu'il était en faveur d'une Déclaration, qu'il en était partisan, parce que, sans être une fin en soi, elle pourrait être un levier pour le législateur en France et dans d'autres pays. La Déclaration qu'il avait en tête était principalement la Déclaration universelle des droits de l'animal proclamée le 15 octobre 1978 puis modifiée en 1990 et à nouveau en 2018. Néanmoins, il a évoqué à plusieurs reprises la Déclaration sans préciser si elle était universelle ou autre. D'où l'idée que la Déclaration des droits de l'animal dont l'intérêt a été établi par un ancien président de la Cour européenne des droits de l'homme pourrait être aussi une Déclaration européenne des droits de l'animal.

L'idée était née, il importait désormais de convaincre de sa pertinence et de son réalisme. C'est ce qui a été tenté presque aussitôt dans un article intitulé "De la Déclaration universelle à la Déclaration européenne des droits de l'animal ?" publié dans le n° 1/2021 de la Revue semestrielle de droit animalier (p. 15) qui toutes proportions gardées, est un peu à la Déclaration européenne des droits de l'animal du 17 février 2025 ce que l'exposé des motifs d'un projet ou d'une proposition de loi peut être à une loi.

À partir du constat d'une accentuation de l'asymétrie entre la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration universelle des droits de l'animal, la proposition doctrinale s'est attachée à démontrer que, par le moyen d'une Déclaration européenne des droits de l'animal, il fallait créer une petite chance d'offrir à la Déclaration universelle des droits de l'animal un relais vers plus d'effectivité correspondant à celui que

la Convention européenne des droits de l'homme a apporté à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Pour dissiper les risques de malentendus et mieux montrer pourquoi et en quoi la Déclaration des droits de l'animal du 17 février 2025 est véritablement européenne et, par conséquent, se distingue par exemple de l'importante Déclaration des droits des animaux lancée à New York le 5 juin 2011 par Aylam Oran, il importe ici de présenter ces deux volets en reprenant et en adaptant quelquefois les développements livrés à d'autres lecteurs il y a 4 ans.

Le constat de l'asymétrie accentuée entre la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration universelle des droits de l'animal

La Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 et la Déclaration universelle des droits de l'animal qui lui a fait écho 30 ans plus tard n'ont jamais eu la moindre apparence de force juridique contraignante. Seulement, la plus ancienne a vite bénéficié du relais d'instruments juridiques contraignants qui ont conduit progressivement les droits qu'elle proclame vers une certaine effectivité. Il s'agit des deux Pactes de New York, le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) et le Pacte international sur les droits civils et politiques (PIDCP) adoptés par l'Assemblée générale des Nations-unies le 10 décembre 1966 le jour de son 18ème anniversaire auxquels est venu notamment s'ajouter un autre instrument onusien majeur, la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) du 20 novembre 1989. Il s'agit aussi et peut-être surtout de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales plus communément appelées Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) que la Cour européenne des droits de l'homme n'a jamais cessé d'interpréter, depuis son historique arrêt *Airey c/ Irlande* du 9 octobre 1979 de manière à ce que les droits de l'homme soient concrets et effectifs et non pas théoriques et illusoire. Or, pendant que les droits reconnus par la Déclaration universelle des droits de l'homme devenaient de plus en plus contraignants par l'intermédiaire de la Convention européenne des droits de l'homme dont le premier considérant du Préambule lui fait expressément allégeance, les droits de l'animal exprimés dans leur Déclaration universelle, devenaient de plus en plus évanescents. Cet étiolement s'est accentué au fil des versions successives de la Déclaration universelle des droits de l'animal.

Porté par la Ligue internationale des droits de l'animal le texte initial de 1978 à qui Ramdame Babadji a consacré un très éclairant article publié en 1999 dans la Revue juridique de l'environnement (pages 9 à 22) était d'une audace quasiment révolutionnaire puisque, après avoir affirmé que "tous les animaux naissent égaux devant la vie et ont les mêmes droits à l'existence" il n'avait pas hésité à proclamer que "les droits

de l'animal doivent être défendus par la loi comme les droits de l'homme". Sans doute étonnée de sa propre audace, la Ligue internationale des droits de l'animal a révisé la Déclaration universelle des droits de l'animal et publié en 1990 une deuxième version qui ne devait pas soulever moins de réactions puisque, ayant supprimé les deux dispositions précitées, elle avait heureusement innové en affirmant que la personnalité juridique de l'animal et ses droits doivent être reconnus par la loi. De manière beaucoup plus discutable, elle avait maintenu la qualification de génocide que la première version avait accordée au massacre des animaux sauvages, à la pollution et à la destruction des biotopes ainsi qu'à tout acte compromettant la survie d'une espèce sauvage. Cette disposition qui, aux yeux de certains, passait pour une incongruité compte tenu des circonstances qui ont conduit à l'incrimination du génocide à partir de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948, a été effectivement retirée de la troisième version de la Déclaration universelle des droits de l'animal qui a été mise en circulation le 15 octobre 2018 pour le 40ème anniversaire de la première version par la LFDA. Seulement la version actuelle, réduite à 8 articles, a supprimé beaucoup plus que la disposition relative au génocide. Au regret exprimé par le Président Jean-Paul Costa dans sa communication du 22 octobre 2019 précitée, elle a notamment amputé la Déclaration universelle des droits de l'animal d'un Préambule et de l'article relatif à la personnalité juridique. La Déclaration de 2018 a aussi supprimé l'alinéa qui affirmait que "l'animal sauvage a le droit de vivre dans son milieu naturel et de s'y reproduire". Il sera permis d'affirmer, révérence gardée, que cette initiative est un contresens historique. En effet, pour justifier la reconnaissance de la qualité de personne juridique non humaine à la femelle chimpanzé Cécilia, avancée la plus spectaculaire que le droit animalier ait connu au 21ème siècle, le Tribunal de Mendoza venait justement de s'appuyer sur cet article de la Déclaration universelle des droits de l'animal expressément cité dans le texte du jugement devenu emblématique du 3 novembre 2016. C'était ignorer qu'une Déclaration des droits de l'animal, quoique dépourvue de force juridique contraignante, peut aussi inspirer directement le juge dont les décisions ont force exécutoire. C'était sacrifier les meilleures chances qu'elle puisse influencer à l'avenir, en Argentine, au Canada, en Nouvelle-Zélande ou ailleurs, d'autres juges. Cette nouvelle approche, qui semble reposer sur le pari que le changement des attitudes et des comportements à l'égard des animaux se réalisera plus efficacement au moyen du droit le plus souple possible, est louable et il ne fait aucun doute qu'elle puisse contribuer heureusement à l'amélioration du sort de bien des animaux. On peut néanmoins considérer que pour utile qu'elle soit, il serait extrêmement dangereux de lui laisser le monopole : pour faire avancer la protection des animaux, il faut bien quelquefois faire appel à une approche complémentaire mobilisant le droit contraignant qui dépend de la loi et du juge. Certes le dernier article de l'actuelle Déclaration universelle des droits de l'animal affirme-t-il qu'elle doit être mise en œuvre par les traités internationaux et les lois et règlements de chaque État et communauté d'États. Ce vœu soulève l'enthous-

siasme mais le texte ne laisse guère entrevoir les voies et moyens qui permettraient de lui donner un début de réalisation.

La Déclaration universelle des droits de l'animal reste un indispensable instrument de référence, mais de plus en plus timide et toujours dépourvue de la moindre force contraignante, elle s'en tient à faire appel à des relais vers l'effectivité que la Déclaration universelle des droits de l'homme a su trouver. C'est cette asymétrie de plus en plus caractérisée qu'il faut s'efforcer de corriger en cherchant à construire un relais vers des droits de l'animal concrets et effectifs. C'est la Déclaration européenne des droits de l'animal qui pourrait être ce relais.

Vérification de la pertinence d'une Déclaration européenne des droits de l'animal

La Déclaration universelle des droits de l'homme a trouvé une voie vers l'effectivité grâce aux deux Pactes de New-York du 10 décembre 1966 adoptés par l'Assemblée générale des Nations-Unies. Pour la Déclaration des droits de l'animal également universelle, la même voie pourrait être empruntée. Certaines organisations comme l'Association Global Animal Law (GAL) travaille d'ailleurs à convaincre l'Assemblée générale des Nations-Unies de s'y engager. Malheureusement, la crise du multilatéralisme, que l'élection du 47ème Président des États-Unis d'Amérique a spectaculairement aggravée depuis que Séverine Nadaud l'avait évoquée dans un article publié dans la Revue semestrielle de droit animalier dans son numéro 2 de 2020 (p.105), oblige à redouter qu'elle ne soit fermée au moins pour quatre longues années. L'effectivité dont la Déclaration universelle des droits de l'animal a besoin ne peut donc passer, pour le moment et sans doute pour longtemps, que par une déclinaison régionale dont le modèle le plus achevé en matière de droits de l'homme est européen.

Pour la réaliser, le moyen le plus indiquée serait une Convention européenne des droits de l'animal adoptée par le Conseil de l'Europe calquée sur la Convention européenne des droits de l'homme. Or, une nouvelle occasion de baisser les bras se présente. Compte tenu des crises internationales à répétition et de la multiplication des divisions entre les 46 États membres du Conseil de l'Europe, il est couru d'avance qu'ils n'auraient pas aujourd'hui le courage et l'audace que leurs représentants avaient eues en 1950 pour élaborer la CEDH. L'hypothèse selon laquelle ils pourraient se mettre d'accord pour rédiger une Convention européenne des droits de l'animal est donc encore une chimère. Aussi faut-il se rabattre sur une simple Déclaration européenne des droits de l'animal, c'est à dire sur une sorte de manifeste lui aussi dépourvu de portée contraignante exprimant une concordance de points de vue sur l'amélioration de la condition des animaux. Autrement dit, il s'agirait de rendre plus concrets et effectifs les droits exprimés par un texte qui n'est pas contraignant au moyen d'un autre texte qui ne l'est

pas davantage. C'est ici qu'il faut prendre son courage à deux mains pour démontrer que cette hypothèse, à première vue paradoxale sinon farfelue, mérite d'être prise en considération.

Avant d'entrer en matière, il faut commencer par se départir de l'idée partagée par beaucoup de déclarants en ce domaine ou dans d'autres suivant laquelle la vocation du texte proclamé serait d'être repris tel quel dans une loi ou une convention internationale. Évidemment aucun des rédacteurs de la Déclaration européenne des droits de l'animal, à supposer qu'il lui survive assez longtemps, ne serait chagriné si tel devait être son destin. Ils lui ont cependant assigné un objectif plus modeste et plus réaliste ; celui qu'avait prévu et reconnu le Président Jean-Paul Costa dans sa communication phare sur la Déclaration des droits de l'animal : celui de servir de levier, de point d'appui, au cas par cas, question qui fâche par question qui fâche, au législateur. Seulement l'ancien Président de la Cour européenne des droits de l'homme, toujours habité sans doute par un certain devoir de réserve, s'était abstenu de dire qu'une simple Déclaration peut aussi servir de solide point d'appui au juge. C'est, on l'a vu, ce qu'a prouvé avec éclat celui de Mendoza, Maria Alejandra Mauricio, le 3 novembre 2016. C'est aussi et surtout ce que montre régulièrement la Cour européenne des droits de l'homme. Elle le fait dans le prolongement d'un arrêt monumental, l'arrêt de Grande chambre *Demir et Baykara c/ Turquie* du 12 novembre 2008. Dans une affaire qui concernait le droit à négociation collective, la Cour de Strasbourg n'avait pas hésité à le rattacher à l'article 11 de la CEDH qui n'en dit mot en affirmant, à la surprise générale qu'il n'est pas nécessaire, lorsqu'elle interprète la Convention, que l'État défendeur ait ratifié l'ensemble des instruments internationaux applicables dans le domaine précis dont relève l'affaire concernée : il suffit que ces éléments internationaux pertinents dénotent une évolution continue des normes et des principes appliqués en droit international ou dans la majorité des États membres du Conseil de l'Europe et attestent, sur un point précis, l'existence d'"une communauté de vues dans les sociétés modernes". Or, une telle communauté de vues dans les sociétés modernes qui peut convaincre le juge d'orienter tel ou tel article de la CEDH ou de l'un de ses protocoles additionnels peut aussi être attestée, pour une part plus ou moins significative, par une simple déclaration. C'est ainsi que quelques mois plus tard, le 27 janvier 2009, la Cour n'a pas hésité à se reporter à l'esprit des principes des Déclarations de Stockholm et de Rio pour raccorder à l'article 8 de la CEDH un droit à la jouissance d'un environnement sain. Sans doute ces déclarations non contraignantes ont-elles pu servir de point d'appui d'autant plus solides qu'elles ont été élaborées par des conférences des Nations-Unies. Il est néanmoins advenu que la Cour ait pris appui sur des déclarations proclamées par d'autres que des représentants des États. C'est ainsi que dans l'affaire *Gillberg c/ Suède* relative à un Professeur d'Université qui avait refusé d'ouvrir l'accès à ses travaux jugée en Grande chambre le 3 avril 2012, elle n'a pas hésité à faire une place de choix à la Déclaration d'Helsinki, énonçant les principes éthiques applicables à la recherche

médicale impliquant des êtres humains, adoptée lors de la 18e assemblée générale de l'Association médicale mondiale composée de plus d'une centaine d'associations de médecins tenue en Finlande en juin 1964. À partir de cet édifiant exemple, s'est enracinée l'idée qu'une Déclaration européenne des droits de l'animal — portée par des dizaines d'associations ou de fondations de protection des animaux, des représentants des professions qui les comprennent et les soignent, ainsi que par diverses organisations européennes accueillantes à ces travaux fondateurs — pourrait contribuer à faire émerger plus clairement «une communauté de vues dans les sociétés modernes» sur les exigences de la protection des animaux.

À ce premier indice de pertinence d'une Déclaration européenne des droits de l'animal s'ajoute celui que la Cour européenne des droits de l'homme serait d'autant mieux disposée à la prendre pour point d'appui qu'elle est déjà, potentiellement, une sorte de Cour européenne des droits de l'animal devant laquelle des requêtes introduites au nom des bêtes pourraient être déclarées recevables.

Cette idée stimulante a été mise en avant par le Professeur Pierre-Jérôme Delage dans une brillante communication, qui n'a malheureusement jamais été publiée, livrée à l'occasion d'un colloque organisée à Brive la Gaillarde en 2019. Deux arguments permettent de l'étayer. Le premier remonte à l'arrêt *Tyrer c/ Irlande* du 25 avril 1978 relatifs aux châtimements corporels encore infligés à l'époque aux écoliers de l'île de Man qui, pour les juger constitutifs d'une peine dégradante au sens de l'article 3 de la CEDH, avait posé cette affirmation essentielle que la Convention est un instrument vivant devant être interprété à la lumière des conditions actuelles. Ce principe d'interprétation évolutive pourrait tout aussi bien justifier, à la lumière des connaissances acquises sur la réalité des souffrances des animaux qui font partie des réalités sociales actuelles, de mieux prendre en compte les traitements dégradants qui leurs sont infligés. Le second argument s'attache à détruire l'objection à ce que les animaux puissent rejoindre les associations, les fondations, les sociétés ou les syndicats parmi les entités autres que les êtres humains admises à tirer bénéfice des droits garantis par la CEDH devant la Cour de Strasbourg. P-J Delage y parvient en s'appuyant sur les travaux du juriste américain Laurence H. Tribe qui a remarqué que les amendements de la Constitution américaine interdisant les châtimements cruels et l'esclavage ne disent pas qui ne doit pas être cruellement châtié ou réduit en esclavage et ne précisent pas qu'il s'agirait d'une personne humaine. Or, les articles 3 et 4 de la CEDH qui posent l'interdiction des pires ignominies que sont la torture, les peines et traitements inhumains ou dégradants, l'esclavage et le travail forcé ne disent pas non plus qu'elle serait exclusivement destinée à protéger les personnes humaines qui auraient le droit de ne pas y être soumis. Alors, en effet, que la plupart des autres articles de la CEDH commencent par affirmer que toute personne a droit... à la liberté et à la sûreté ; à ce que sa cause soit entendue équitablement ; au respect de sa vie privée et familiale ; à la liberté d'expression.... ces deux-là, imités par l'article 7, énoncent en effet que

“nul ne peut être soumis à la torture ; être tenu en esclavage ou en servitude”. Dès lors pourquoi les animaux, qui sont les seules entités non humaines à souffrir elles aussi, ne pourraient-ils pas se faufiler sous le mot nul qui ne vise pas spécifiquement les personnes humaines, pour être des requérants dûment représentés devant la Cour européenne des droits de l’homme pour se plaindre de traitements équivalents à ceux qu’interdisent les articles 3 et 4 ?

Dans ces conditions, une Déclaration européenne des droits de l’animal servirait à dégager “une communauté de vues dans les sociétés modernes” sur la nécessité de protéger les animaux qui sont déjà dans l’antichambre de la Convention européenne des droits de l’homme et qui apporterait à la Cour européenne des droits de l’homme un solide point d’appui pour qu’elle admette le recevabilité de requêtes introduites en leur nom et pour qu’elle entraîne dans son sillage les juridictions nationales tenues par l’autorité interprétative de ses arrêts ?

Sur ces données résolument arrimées au mécanisme européen de garantie collective des droits de l’homme pour donner à la nouvelle Déclaration des droits de l’animal une orientation européenne difficilement contestable, la proposition doctrinale de 2020 qui vient d’être résumée par son auteur à l’intention des lecteurs de la Revue DALPS, se terminait par cet appel : “Le reste n’est qu’une question de bonne volonté, de maîtrise des susceptibilités individuelles et collectives et de travail acharné” et par ce pari qu’il ne devrait pas être hors de portée de se mettre d’accord sur les quelques droits fondamentaux nécessaires aux animaux en général et aux animaux sauvages en particulier d’une part et, d’autre part, “sur la constitution d’un socle associatif, politique, institutionnel et scientifique sur lequel reposerait la promotion de la Déclaration européenne ; laquelle, sans en diminuer les mérites, prendrait, à la bonne hauteur et au bon niveau, le relais de la Déclaration universelle des droits de l’animal.

Or, 5 ans après, le pari reste ouvert, mais l’appel a été entendu. En effet, neuf volontaires, trois femmes et six hommes, six enseignants chercheurs en droit privé et trois en droit public, six quadragénaires, un pré-trentenaire et deux septuagénaires ont su, au-delà de leurs différences d’approche sur deux ou trois points centraux, fournir le travail acharné nécessaire pour élaborer une Déclaration européenne des droits de l’animal dévoilée le 29 janvier 2025 et proclamé le 17 février 2025. On devine l’impatience du lecteur de mieux connaître ce qu’elle contient.

II. LE CONTENU DE LA DÉCLARATION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'ANIMAL

Le texte

DÉCLARATION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'ANIMAL

RÉDIGÉE PAR UN COLLECTIF DE CHERCHEURS EN DROIT ANIMALIER

COORDONNÉ par le Professeur Jean-Pierre MARGUÉNAUD

PRÉAMBULE

Considérant la continuité fondamentale entre toutes les formes de vie, de la plus simple à la plus complexe, leur différenciation étant le fruit d'une évolution graduelle et progressive ;

Rappelant que la sensibilité ainsi que les capacités cognitives donnent naissance à des intérêts qui sont au fondement même de droits inaliénables, lesquels sont d'ores et déjà reconnus et protégés au profit des êtres humains ;

Soulignant qu'une protection exigeante des intérêts de tous les êtres vivants, humains ou animaux non humains, est nécessaire encore qu'ils ne possèdent pas les mêmes aptitudes ni ne les possèdent au même degré ;

Considérant que la méconnaissance ou le mépris des intérêts des animaux et des droits qui en découlent ont conduit, d'une part, à banaliser tant les violences et les atrocités commises à leur encontre que leur exploitation abusive, d'autre part, à renforcer l'indifférence aux conséquences des bouleversements climatiques à leur égard et sur leurs relations réciproques avec la flore ;

Tenant compte des caractéristiques morales de l'espèce humaine, de la place qu'elle occupe dans ce monde et de la responsabilité qu'elle assume à l'égard du vivant ;

S'appuyant sur la conviction profonde que la condition des animaux peut et doit s'améliorer sans provoquer l'affaiblissement de la protection de l'intégrité de la personne humaine ;

Constatant le développement des normes protectrices des animaux au sein de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et dans les systèmes juridiques des États membres de ces organisations internationales ;

Affirmant la nécessité de consolider ce patrimoine européen d'idéaux et de valeurs, et de faire apparaître l'existence d'un consensus européen favorable à une augmentation régulière du niveau de protection des animaux ;

Il est proclamé ce qui suit :

TITRE I — LES INTERDICTIONS

LES ACTES DE CRUAUTÉ

ARTICLE 1

Nul animal ne peut être soumis ou exposé à un acte de cruauté.

L'acte de cruauté envers un animal se caractérise soit par le plaisir à le faire souffrir, soit par l'indifférence à l'extrême intensité des souffrances, des douleurs, ou des angoisses qui lui sont infligées.

ARTICLE 2

Est réputé acte de cruauté :

- tout délaissement volontaire d'un animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité ;
- tout acte d'abattage qui n'a pas donné lieu à un étourdissement préalable à la saignée ;
- tout acte ayant pour objet d'ôter la vie, qui ne provoque pas la mort instantanée de l'animal ;
- toute souffrance volontairement infligée à un animal donné en spectacle pour le divertissement de l'homme ;
- tout refus de rechercher, de mettre au point ou d'appliquer des méthodes alternatives à la mise à mort des animaux envahissants, soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses ou utilisés à des fins expérimentales.

LES MAUVAIS TRAITEMENTS

ARTICLE 3

Nul animal totalement ou partiellement privé de liberté naturelle ne peut être placé dans des conditions incompatibles avec les impératifs biologiques et comportementaux de son espèce, plus particulièrement du point de vue de l'hygiène, de la santé, de l'alimentation, de l'abreuvement, de l'hébergement, du mouvement et des besoins sociaux.

Le placement et le maintien d'un animal dans des conditions incompatibles avec les impératifs biologiques et comportementaux de son espèce constituent des actes de maltraitance.

ARTICLE 4

Tout animal que l'homme a choisi pour compagnon, qui a travaillé à son profit, qui a servi à l'approfondissement de ses connaissances ou au renforcement de sa sécurité, doit avoir une durée de vie conforme à sa longévité naturelle dans les conditions nécessaires à son bien-être.

ARTICLE 5

Le lien affectif établi entre un être humain et un animal doit pouvoir être maintenu dans l'intérêt de celui-ci dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques et comportementaux de son espèce.

L'INSENSIBILISATION

ARTICLE 6

Toutes recherches et expériences scientifiques ayant pour objet ou effet de rendre des animaux définitivement insensibles sont interdites.

TITRE II — LA PRÉSERVATION

ARTICLE 7

Nul animal ne peut être retiré du milieu naturel dans lequel il vit à d'autres fins que de lui prodiguer des soins ou de le transférer dans un sanctuaire, une réserve ou tout autre lieu aménagé en vue de favoriser sa survie et celle de l'espèce à laquelle il appartient.

ARTICLE 8

Les animaux sauvages doivent pouvoir développer librement leurs cycles, processus et interactions biologiques tant entre populations qu'entre individus les composant.

Ils doivent pouvoir bénéficier des connectivités écologiques nécessaires à leurs déplacements.

Ils doivent pouvoir vivre dans un environnement naturel équilibré, non pollué et non contaminé par les activités humaines.

ARTICLE 9

Les États ont l'obligation d'empêcher l'extinction des espèces animales vivant à l'état de liberté naturelle.

La réparation en nature doit être prioritaire en cas d'atteinte à une espèce sauvage et de perte de richesse biologique qui en résulte.

TITRE III — LA CONDITION JURIDIQUE

ARTICLE 10

La protection juridique de l'animal doit être non seulement répressive et administrative mais également civile et constitutionnelle.

L'animal doit être représenté en justice pour lui-même.

ARTICLE 11

La reconnaissance d'une personnalité juridique dotée de droits différenciés propres aux animaux qui en seront progressivement revêtus doit être regardée comme un moyen privilégié d'atteindre les objectifs affirmés dans la présente Déclaration.

Cette personnalité juridique *sui generis* ne saurait avoir pour effet d'imposer aux animaux des obligations ou des devoirs en contrepartie des droits qui leurs seraient reconnus.

ARTICLE 12

Les animaux sauvages vivant à l'état de liberté naturelle, en tant qu'éléments de la nature ou en qualité d'espèces totémiques, peuvent se voir reconnaître une personnalité juridique dotée de droits qui leur sont propres.

ARTICLE 13

Il est souhaitable que la prise en charge de la protection juridique des animaux soit assurée par une autorité administrative indépendante dénommée Défenseur des Animaux.

TITRE IV — L'ÉDUCATION

ARTICLE 14

Le respect des animaux doit être inculqué aux enfants dès le plus jeune âge et figurer de manière significative dans tous les programmes de l'école à l'Université.

Des modules de formation à la sensibilité animale et aux besoins spécifiques des espèces concernées doivent être dispensés dans toutes les formations scolaires, universitaires et professionnelles qui destinent les personnes à travailler directement ou indirectement avec des animaux.

L'explication de texte

Des observations générales précéderont une sorte de commentaire article par article.

La Déclaration européenne des droits de l'animal est dotée d'un préambule mais ne comprend que 14 articles et s'en tient à déclarer les orientations principales sans chercher à entrer dans les précisions et les subtilités que les dernières avancées de la recherche philosophique ou scientifique permettraient pourtant de valider. Chaque lecteur risque donc d'être déçu de ne pas trouver trace de telle ou telle donnée nouvelle lui tenant particulièrement à cœur. Le risque a été assumé parce que les rédacteurs néophytes n'ont pas oublié la leçon que le plus grand des rédacteurs que la France ait connu, Portalis, a donné dans son célèbre Discours préliminaire sur le projet de code civil connu probablement dans l'Europe entière en ces termes : " l'office de la loi [qui pourrait être aussi bien celui d'une modeste Déclaration] est de fixer par de grandes vues les maximes générales du droit ; d'établir des principes féconds en conséquences, et non de descendre dans le détail des questions qui peuvent naître dans chaque matière." L'objectif a été de fixer là aussi des principes féconds en conséquences que devraient tirer la doctrine, les législateurs nationaux sans oublier le juge européen qui en droit européen des droits de l'homme est d'abord le juge national.

Ce laconisme juridique ne manquera pas d'agacer un certain nombre des plus scientifiques des défenseurs des animaux, praticiens et chercheurs. Ce ne sera là qu'une nouvelle illustration des difficultés de compréhension entre juristes et scientifiques. Les juristes, qui n'ont pas toujours conscience de leurs limites, s'abstiennent néanmoins d'émettre des propositions sur des questions scientifiques. Il n'est pas rare en revanche que des scientifiques délivrent des opinions définitives sur des questions juridiques auxquelles pourtant ils n'entendent rien dès qu'elles deviennent un peu techniques. Pour beaucoup d'entre eux la figure du juriste se résume à l'huissier qui dresse des constats, du notaire qui délivre de l'authenticité ou encore de l'expert judiciaire en oubliant qu'il délivre seulement des avis que le juge n'est pas obligé de suivre. Ils ont tendance à ignorer la figure du juge et n'arrivent pas à se représenter quelles qualités doit présenter un texte juridique pour qu'il puisse remplir son office de la manière la plus efficace. Ils s'imaginent que le juge sera d'autant mieux outillé que le texte qu'il devra appliquer sera riche du plus grand nombre possible de données scientifiques éclairant la question. Or sous une telle cuirasse scientifique le juge perdrait sa liberté de mouvement et gesticulerait désespérément telle une tortue retournée sur le dos. Avec moins de précisions il peut, grâce à son pouvoir d'interprétation, faire montre de plus d'audace. Par exemple, en droit français, la célèbre loi Grammont du 2 juillet 1850 qui a incriminé les mauvais traitements envers les animaux domestiques s'était bien gardée de définir ce qu'était scientifiquement un animal domestique. C'est ce qui a permis à la Cour de cassation de donner, par deux arrêts du 16 février 1895, la qualification d'animaux domestiques aux taureaux de combat en conséquence de quoi les corridas tombaient théoriquement sous le coup de la loi pénale partout en France jusqu'à ce que la loi Ramanory-Sourbet du 24 avril 1951 introduise une immunité territoriale. Celles et ceux qui regretterons de ne pas trouver dans la Déclaration européenne des droits de l'animal de définition scientifique de l'animal ou de référence à la sacro-sainte sentience sur la définition de laquelle les scientifiques eux-mêmes ne semblent pas encore tout à fait d'accord sont donc invités à ne pas la confondre avec un constat d'huissier qui aurait échoué à relever toutes les connaissances scientifiques relatives aux animaux à la date du 17 février 2025. Cuirasser la Déclaration européenne des droits de l'animal de trop de précisions scientifiques ou philosophiques aurait d'ailleurs pu nuire plus que probablement à la recherche de l'effectivité à laquelle répondent exclusivement les cinq derniers articles.

Une dernière observation d'ordre général doit être présentée. La Déclaration européenne des droits de l'animal préfère, elle aussi dire "nul animal ne peut ..." plutôt que "tout animal a le droit à ou de..." adoptant résolument la formulation retenue par les rédacteurs la Convention européenne des droits de l'homme, dont personne n'irait contester qu'elle affirme des droits, pour désigner l'essentiel de ce qui relève de sa protection. Ce qui est recherché d'abord et surtout sous cet intitulé traditionnel un peu statique, c'est ouvrir un chemin original qui, au nom de la recherche de l'effectivité, permettrait de mieux assurer la protection des animaux en leur reconnaissant progressivement des

droits. Mieux vaut essayer de montrer la voie qui permettrait aux animaux d'avoir des droits concrets et effectifs que de leur décerner avec emphase des droits tonitruants au risque de faire oublier que pour le moment ils n'en n'ont strictement aucun.

Venons-en au commentaire article par article ou plutôt groupe d'articles par groupes d'articles qui arrivera logiquement après celui du préambule.

Un préambule dont l'absence dans la dernière version de la Déclaration universelle des droits de l'animal avait été regrettée, comme on l'a vu par le Président Jean-Paul Costa, a été voulu et presque entièrement rédigé par le Professeur Fabien Marchadier. Il se termine par deux alinéas qui affirment et justifient l'approche résolument européenne de la Déclaration. L'antépénultième qui aborde la question majeure de l'articulation entre la protection des droits de l'animal et la protection des droits de l'homme a été introduit après une longue série d'échanges qui, en définitive, ont conduit à le préférer à un article 15 qui avait été longtemps envisagé.

L'alinéa 1er de l'article 1er selon lequel "Nul animal ne peut être soumis ou exposé à un acte de cruauté" donne le ton de la Déclaration : son objectif est de réduire les souffrances des animaux, de tous les animaux même sauvages, cela va sans dire, en commençant par celles qui sont cruelles qu'aucune nécessité, qu'aucune tradition, qu'aucune tolérance, qu'aucun privilège ne sauraient jamais justifier. Cette idée vient de loin. Elle a probablement été puisée dans une article intitulé "La notion de sujet de droit" publié en 1909 dans la Revue trimestrielle de droit civil par la grand juriste français René Demogue où il écrivait que "le droit apparaît comme une chose infiniment belle, comme étant en quelque sorte la communion, le terrain de rapprochement de ceux qui peuvent souffrir"... , "il apparaît comme un immense syndicat de luttes contre les souffrances, entre tous les êtres qui sont pitoyables, parce qu'il peut leur être fait du mal, beaucoup de mal". Dès lors que les auteurs de la Déclaration européenne des droits de l'animal ont d'abord visé à placer la lutte contre la souffrance des animaux sous l'influence de l'immense syndicat de luttes contre les souffrances des êtres humains qu'est devenue la Convention européenne des droits de l'homme, il serait vain de chercher à savoir s'ils ont été animés de desseins abolitionnistes ou welfaristes, s'ils sont spécistes ou antisécistes. Sur ces graves questions théoriques, chacun des 9 rédacteurs a d'ailleurs son propre point de vue qu'il a su mettre de côté pour participer à une commune quête d'effectivité.

Cette recherche d'effectivité a également conduit, dans l'article 2, à se faire plus renard que béliet pour arriver à résoudre, dans l'intérêt des animaux, les questions qui fâchent sans les nommer.

Après l'article 3 qui précise les conditions générales de lutte contre la maltraitance des animaux privés de liberté, les articles 4, 5 et 6 introduisent des éléments moins attendus. L'article 4 esquisse une sorte de droit à une retraite heureuse pour un certain nombre d'animaux que l'on pourrait qualifier, un peu à la va-vite, de méritants. L'article

5 qui vise à assurer le maintien, dans l'intérêt de l'animal, du lien affectif qu'il a établi avec un être humain, assume une différence majeure entre le droit animalier toujours attentif à la souffrance de chaque animal individuellement considéré et le droit de l'environnement qui n'hésite pas à le sacrifier lorsque l'idée qu'il se fait de la protection de son espèce est en jeu. Quant à l'article 6, il est, en quelque sorte, l'article pivot de la Déclaration. Puisque par l'article 13 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, l'article 515-14 du Code civil français et beaucoup d'autres textes nationaux, l'animal est de plus en plus souvent protégé en tant qu'être sensible, certains, inspirés de pratiques avérées dans le milieu des courses hippiques, pourraient se dire qu'en mobilisant les derniers raffinements de la science on pourrait rendre les animaux insensibles et se libérer par conséquent de la contrainte de les protéger. Si de tels projets aboutissaient, la protection des animaux n'aurait plus de sens et une Déclaration des droits de l'animal plus de raison d'être. Poser l'interdiction de l'insensibilisation est donc la condition de la survie à moyen terme d'une Déclaration en particulier et du droit animalier en général. En même temps, c'est mettre en lumière l'ambiguïté fondamentale de la condition animale : il faut travailler à empêcher les animaux de souffrir tout en veillant à ce qu'ils puissent toujours souffrir...

Les articles 7 à 9 regroupés sous l'intitulé la préservation qui concerne expressément les animaux sauvages et leurs espèces ont été écrit par Séverine Nadaud qui est une spécialiste reconnue de droit de l'environnement et qui est aussi, en France une des pionnières du droit animalier. Peu de juristes pouvaient réunir ces deux compétences pour pouvoir donner aux animaux vivant à l'état de liberté naturelle et à leurs espèces la place qui leur revenait au cœur de la Déclaration européenne des droits de l'animal.

Les articles 10 à 13 relatifs à la condition juridique s'attachent à proposer les moyens de rendre concrets et effectifs le contenu des articles précédents. L'article 10 invite à compléter les protections pénale et administrative des animaux qui sont assez généralement mises en place dans les États européens, par des protections assurées par le droit civil et par le droit constitutionnel qui restent embryonnaires voire inexistantes dans beaucoup d'entre eux.

Les articles 11 et 12 ont été les plus difficiles à mettre au point car ils abordent la question passionnelle de la personnalité juridique des animaux qui divise même les co-rédacteurs. Certains, se plaçant dans le sillage de René Demogue, lui sont depuis longtemps favorables, d'autres en sont des supporters d'autant plus fervents qu'ils s'y sont ralliés tardivement, d'autres encore sont dubitatifs, il s'en trouve même un qui lui est hostile, pas farouchement mais hostile tout de même. Attentifs au reproche adressé par le Président Jean-Paul Costa à la dernière version de la Déclaration universelle des droits de l'animal de l'avoir exclue, les rédacteurs ont unanimement estimé qu'il importait de l'inclure dans la Déclaration européenne. L'article 11 l'y installe donc résolument mais seulement en tant que moyen privilégié, ce qui laisse la porte ouverte à d'autres

techniques qui suffisamment travaillées pourraient se révéler plus commode pour arriver aux mêmes fins protectrices des animaux. En tout cas, la personnalité juridique qui est préconisée est à l'abri de toutes les accusations de dérives anthropomorphiques puisqu'il s'agit d'une personnalité essentiellement technique qui serait même hémiplégique puisqu'elle conférerait des droits aux animaux qui en seraient progressivement dotés au fil du temps sans les astreindre à des obligations. Quant à l'article 12, il ouvre la voie à une personnification technique des espèces sauvages dont le modèle a été décliné jusque dans les moindres détails en faveur des requins et des tortues marines par des dispositions introduites le 29 juin 2023 dans le Code de l'environnement de la Province des Îles Loyauté avant d'être annulées en 2024 uniquement parce qu'une telle révolution juridique relève du droit civil qui est de la compétence de la Nouvelle-Calédonie et non de ses Provinces.

L'article 13 reprend purement et simplement la proposition formulée par Robert Baudin à l'occasion du colloque, décidément très inspirant du 22 octobre 2019, de placer la protection des animaux sous la vigilance d'un Défenseur des animaux, autorité administrative indépendante préférable à un Secrétaire d'État à la condition animale dépendant du Ministre de l'Agriculture.

L'article 14 qui, toujours au soutien de l'objectif d'effectivité, achève la Déclaration en insistant sur le rôle crucial de l'éducation est aussi un hommage au grand historien Jules Michelet qui avait averti : "Un système de législation est toujours impuissant, si l'on ne met pas en place à côté, un système d'éducation".

Telle qu'elle a été dévoilée le 29 janvier et proclamée le 17 février 2025, la Déclaration européenne des droits de l'animal pourrait certainement être améliorée dans sa formulation et complétée sur quelques points qui ont pu échapper à la vigilance. En outre, comme la Convention européenne des droits de l'homme à laquelle elle cherche délibérément à faire écho, elle a vocation à être un instrument vivant. L'hypothèse d'une version affinée voire actualisée est donc plausible. Seulement, l'expérience prouve que la mise en circulation de versions successives d'un même texte est, dans les conditions techniques actuelles, une source de confusion. Pour en conjurer le risque, il faudrait que se présente une occasion de lancement si solennelle que la version affinée puisse s'imposer immédiatement comme la dernière en date aux yeux de tout le monde. C'est déjà évoquer les perspectives.

III. LES PERSPECTIVES D'ENTRAÎNEMENT PAR LA DÉCLARATION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'ANIMAL

Comme on l'a vu, le Président Jean-Paul Costa s'était dit partisan d'une Déclaration des droits de l'animal parce qu'elle pourrait servir de levier et avoir des effets d'encadrement et d'entraînement.

Pour ce qui est de l'encadrement, l'enjeu est de savoir si, à partir du 17 février 2025, la Déclaration parviendra à rendre à l'état solide ce qui est livré à l'état gazeux par les sondages d'opinion généralement très favorables aux améliorations de la cause animale mais dont les résultats s'évanouissent dès qu'il s'agit d'en traduire une dans la loi comme l'a montré récemment en France l'échec de la modeste proposition de loi d'interdire les corridas en présence de mineurs de 16 ans.

Il est encore trop tôt pour savoir si la Déclaration européenne des droits de l'animal aura un effet d'entraînement des législateurs et des juges vers des solutions plus favorables aux animaux et à celles et ceux qui les aiment. Même si des démarches sont en cours, il est également trop tôt pour savoir si des institutions et spécialement des institutions européennes accepteront de la relayer, sous une forme ou sous une autre. En revanche, elle a déjà commencé à produire un effet d'entraînement qui a des vertus fédératrices particulièrement encourageantes.

Au cours des quelques semaines qui ont précédé et suivi la proclamation du 17 février 2025, elle a recueilli le soutien d'une bonne centaine d'organisations de protection des animaux, associations, fédérations, partis, refuges. Le monde de la protection animale est un véritable trésor de dévouement et d'engagement face aux réalités sordides où s'entremêlent la puanteur, l'effroi, les plaintes et les cris. Seulement il est extrêmement divisé, éparpillé, fragmenté, si bien que, dans les débats décisifs, il ne compte pas pour grand-chose face aux lobbies puissamment organisés de l'agroalimentaire, de la chasse, de l'industrie pharmaceutique, de la recherche ou de la corrida. Un, il pèserait évidemment beaucoup plus, mais on ne voit pas trop comment s'y prendre pour qu'il le devienne. Or, la Déclaration européenne des droits de l'animal, qui en deux mois a regroupé derrière son étendard plus de 100 organisations (et même beaucoup plus puisque parmi elles figurent des fédérations regroupant des dizaines et même dans un cas des centaines d'associations), qui souvent n'entretiennent pas entre elles des relations particulièrement chaleureuses, a d'ores et déjà révélé, à la surprise relative de ses rédacteurs, ses vertus fédératrices. Pour qu'elle parvienne véritablement à faire naître et à structurer une véritable force collective, il faudra lui donner un nouvel élan de manière à ce que dans tous les pays membres du Conseil de l'Europe et pas seulement en France, en Espagne, en Belgique et en Suisse des organisations de plus en plus nombreuses lui apportent leur soutien et puissent la revendiquer, toutes proportions gardées, comme une sorte d'hymne européen de la cause animale. À cette fin, il faudra vite s'atteler à un immense travail de traduction dans toutes les langues nationales du Conseil de l'Europe auxquelles il conviendrait d'ajouter les langues régionales.

Cet effort linguistique, qui a déjà porté ses fruits en anglais et en espagnol, exigera la mobilisation de nouvelles bonnes volontés. Il sera d'autant plus difficile à soutenir que le budget affecté à la réalisation de la Déclaration européenne des droits de l'animal restera invariablement plafonné à zéro euro. Si cet effort est consenti, il permettra

d'élargir, à l'échelle du continent européen, le cercle des personnalités, distinguées des organisations qui, au nombre de pratiquement 400, ont apporté leur soutien dans les semaines qui ont précédé et suivi la proclamation. Alors sera consolidé le socle commun, sera dégagée "la communauté de vues dans les sociétés modernes " cher à la Cour européenne des droits de l'homme, qui pourra servir de levier, de point d'appui, aux législateurs et aux juges pour améliorer la condition des animaux au point que, au-delà des mots si souvent trompeurs en la matière, ils soient, ou du moins que certains d'entre eux soient, concrètement et effectivement titulaires de droits.

La Déclaration européenne des droits de l'animal du 17 février 2025 n'appartient pas à ses 9 rédacteurs. Elle est déjà un peu le patrimoine des 100 organisations et des presque 400 personnalités qui se sont engagés derrière elle. Pour que ses potentialités d'entraînement se déploient, il importe que le plus grand nombre d'organisations et personnalités européennes se l'approprient le plus rapidement possible. En somme elle sera ce que, parmi d'autres, les lecteurs de la Revue DALPS voudront qu'elle devienne.